

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Image: Droit de rester

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

SUISSE/MIGRATION

#StopDublinCroatie: l'unité face au mépris

Les collectifs *Droit de rester* sont des groupes d'activistes qui accompagnent socialement, para-juridiquement et politiquement les personnes exilées dans leur parcours d'asile ou de régularisation. Lors de l'été 2022, nous avons noté une augmentation massive des décisions de renvoi Dublin vers la Croatie. Les accords Dublin prévoient que la responsabilité de traitement de la demande d'asile revient au premier pays traversé par la personne migrante lors de son voyage vers l'Europe.

Les violences policières extrêmes envers les exilé·es en Croatie, les fameux *pushbacks*, sont maintenant largement connus et documentés. Sur la base de témoignages recueillis auprès des personnes qui ont vécu ces violences, une campagne a été mise en place: #StopDublin-Croatie. Derrière ce nom, il y a un réseau de plusieurs centaines de personnes menacées de renvoi et d'autres qui leur sont solidaires. Nous nous rencontrons quasi hebdomadairement, en ligne et physiquement, pour décider ensemble de l'orientation de la campagne. Le travail et les actions ne manquent pas: lettres ouvertes, pétition, manifestations, action mail pour protester contre les renvois directement auprès des autorités, travail auprès des médias, sur les réseaux sociaux, etc. Depuis le début de la lutte, plusieurs groupes nous ont rejoint·es et soutenu·es: le *Migrant Solidarity Network*, *Exilaktion*, *Solinetz* et d'autres nous rejoindront en-

core. Même des grandes organisations, plutôt silencieuses au début de la campagne, ont élevé la voix: l'*OSAR* et *Amnesty International* ont critiqué publiquement les renvois vers la Croatie en utilisant le hashtag #StopDublinCroatie. Le parti socialiste et les Vert·es ont également témoigné de leur soutien, en déposant des objets parlementaires dans des législatifs cantonaux ou en écrivant des lettres ouvertes aux conseiller·es d'État en charge de l'asile.

La force de la solidarité, l'importance de se retrouver ensemble, de prendre soin les un·es des autres que cette campagne collective démontre depuis plusieurs mois n'a malheureusement d'égal que le mépris des autorités d'asile suisse. La réponse de la nouvelle secrétaire d'État aux Migrations, qu'elle donne invariablement aux multiples revendications du mouvement, mérite que l'on s'y attarde un peu. Dans ses déclarations, Mme Schraner Burge-

ner souligne que le Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) est au courant de la pratique des *pushbacks* illégaux en Croatie. Pour le SEM, il est essentiel que «les autorités de police et de protection des frontières travaillent en accord avec le droit national et international en vigueur». Le problème: il est prouvé que ce n'est pas le cas. Des dizaines, voire des centaines de récits prouvent que les unités de police et de garde-frontières croates agissent avec une brutalité extrême. Non seulement cela, mais iels emprisonnent les gens illégalement et les volent. Et il est également prouvé que cette pratique est approuvée institutionnellement et politiquement. En d'autres termes, l'État croate ne se contente pas de la tolérer, il l'exécute. Dans ce contexte, des rapports de Solidarité sans frontières (Sosf), mais aussi de l'Organisation suisse d'aide aux réfugié·es, habituellement réservée, exigent tous clairement que les renvois vers la Croatie soient immédiatement stoppés.

La secrétaire d'État affirme en outre que les *pushbacks* et les retours Dublin n'ont aucun lien. C'est une déclaration cynique et trompeuse. Le SEM, sous la direction de l'ex-diplomate Schraner Burgener, confie les personnes à la garde du même État que celui qui est responsable de leurs mauvais traitements. La Suisse renvoie les victimes de violence et de torture à leur auteur. Selon un article de la WOZ, l'avocate Lea Hungerbühler, présidente d'*Asylex*, voit dans cette pratique une violation claire du principe de non-refoulement, en d'autres termes, le principe selon lequel personne ne peut être renvoyé dans un pays où iel

risque d'être torturé·e ou de subir de graves violations des droits humains. Comme il n'y a aucune chance que l'État croate dédommage les victimes de manière adéquate, la pratique suisse est en outre contraire à la Convention de l'ONU contre la torture.

Bien qu'elle devrait mieux le savoir, Mme Schraner Burgener affirme que les demandeur·euses d'asile ont accès à une «*procédure d'asile et de renvoi conforme à l'État de droit*» après leur transfert à Zagreb et souligne également la responsabilité des autorités croates en matière de soins médicaux. Après une visite sur place, Sosf a constaté à propos de cette dernière: «*Le système de santé et ses restrictions pour les exilé·es réduisent à presque rien leurs chances de bénéficier de soins médicaux et psychosociaux adaptés à leur vulnérabilité*».

Plus loin, la directrice du SEM se défend: «*Ni le SEM, ni le Tribunal administratif fédéral (TAF) ne partent du principe que le système d'asile croate présente des faiblesses systémiques*». Schraner Burgener fonde cette affirmation sur des informations provenant «*d'organisations gouvernementales et non gouvernementales*». Mais nous nous demandons: lesquelles? Car nous savons que l'une de ces sources est le *Center for Peace Studies* (CPS). En automne 2022, Sosf a eu des entretiens intensifs avec le CPS et d'autres ONG sur place*. Celles-ci racontent une tout autre version que celle diffusée par le SEM. Elles parlent de violence systématique et explicitement de «*défaillances systémiques*» – précisément celles que le SEM et le TAF ne veulent pas voir. Sara Kekuš du CPS rejette énergiquement la version des faits diffusée ici par Schraner Burgener et la contredit «*fondamentalement*».

La référence de la directrice aux jugements du Tribunal administratif fédéral, censés étayer son argumentation fragile, est tout aussi douteuse. Pourtant, Sosf a récemment démonté en détail sa pratique: «*Lorsqu'un État est prêt à expulser des personnes à ses frontières extérieures ou tolère de tels procédés et refuse aux personnes concernées les droits qui leur reviennent selon la Convention sur les réfugié·es, il faut partir du principe qu'il existe des lacunes systémiques dans le système d'asile de cet État, qui se répercutent également sur le traitement, l'encadrement et l'hébergement des requérant·es d'asile. Ce n'est pas pour rien que de tels dysfonctionnements sont régulièrement rapportés. Avec cette appréciation, le TAF contredit sa propre jurisprudence*». Les évaluations du TAF sont également considérées comme incompréhensibles dans un récent rapport de l'OSAR.

Le TAF et le SEM se rendent la tâche trop facile avec leurs excuses – mais ils continuent à suivre leur argumentation qui ne tient pas debout sans faiblir, malgré tous les rapports et prises de position qui la contredisent.

C'est pourquoi nous concluons: alors que le SEM et le TAF étaient manifestement assis au fond de la classe près du radiateur lors de la

leçon sur les droits fondamentaux, ils méritent tous deux un doctorat dans la discipline du détournement systématique de regard. Mais qui détourne le regard est complice – le SEM et le TAF ne violent pas seulement les principes juridiques internationaux, mais deviennent également, par leur pratique, complices des nombreux crimes commis contre les personnes migrantes en Croatie. Les lettres diplomatiques de Christine Schraner Burgener n'y changent rien. Contrairement à sa conclusion, la directrice du SEM n'a pas contribué à notre «*meilleure compréhension*» de la politique d'asile, mais elle a plutôt prouvé qu'il lui manquait de la compréhension dans une compétence clé importante: les droits fondamentaux et humains.

Face à la volontaire ignorance du SEM et sa course folle aux expulsions (nous en avons recensé plus d'une vingtaine entre janvier et mars 2023), nous restons uni·es et déterminé·es, les expulsions vers la Croatie doivent absolument cesser. Et nous continuerons de lutter tant que ce ne sera pas le cas.

Solidarité sans frontières
et Droit de rester

* En novembre 2022, le Forum Civique Européen a organisé une délégation en Bosnie et en Croatie avec des représentant·es de différentes ONG suisses, dont Solidarité sans frontières.

Lettres à la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider

Suite au refus du Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) de renoncer à l'expulsion de réfugié·es vers la Croatie, nous demandons par une action de lettres à la conseillère fédérale nouvellement élue Elisabeth Baume-Schneider, cheffe du Département Fédéral de Justice et Police (DFJP) et donc supérieure du SEM, d'apporter «plus d'ouverture dans la politique fédérale» et de «renoncer à l'expulsion de ces personnes vulnérables et d'envisager de les accueillir en Suisse».

Merci de signer la lettre jointe à ce numéro d'Archipel en Suisse et envoyez-la à: Madame la Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Et nous le signaler dans un bref message à: <ch(at)forumcivique.org>.

Vous pouvez également formuler une lettre personnelle et l'envoyer.

ANTIPATRIARCAT

Contre la violence

«La violence envers les femmes existe dans tous les pays. Les faits sont choquants – une femme sur trois dans l'UE et dans le monde a déjà subi des violences physiques ou sexuelles. Aujourd'hui, une fille sur cinq est victime d'abus sexuels. La violence sur Internet est également en augmentation: une jeune femme sur deux a déjà subi de la cyberviolence liée au sexe».

Ce sont les mots de Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, à la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre. Et de poursuivre: «*L'UE condamne toute forme de violence envers des femmes et des filles. Il est inacceptable qu'au 21^e siècle, les femmes et les filles soient encore maltraitées, harcelées, violées, mutilées ou mariées de force*». Certes, mais cela ne suffit pas pour agir vraiment efficacement contre ce phénomène, puisque il faut également s'attaquer à ses causes!

Non, c'est non ou oui, c'est oui?

L'un des fruits du mouvement *MeToo* est que des améliorations ont été apportées au niveau juridique en Europe. L'Espagne par exemple, a adopté en octobre 2022 une loi sur les délits sexuels dite «*Seul le oui veut dire oui*». La ministre de gauche pour l'Égalité, Irene Monte-

ro, espère que cette nouvelle loi marquera la fin de la culture du viol en Espagne. Pourtant, bien qu'elle soit plus restrictive que la précédente à certains égards, la nouvelle législation a conduit à la libération anticipée, au début de cette année, d'un prédateur sexuel de 39 ans qui avait violé 17 femmes. Sa peine a été réduite de 15 à 9 ans. Les médias et la rue ont vivement protesté et Montero a rejeté la faute sur les «juges machos».

En Suisse aussi, la nouvelle réforme du droit pénal sexuel, réformée après 30 (!) ans et qui attend encore l'approbation du Conseil national en juin, a donné lieu à de vifs débats. La version actuelle de la réforme est certainement une victoire pour les droits des femmes. À cet égard, la reprise de la grève des femmes a également contribué à cette réforme. L'un des principaux points de désaccord était – là aussi – la question de savoir s'il fallait dire «*Non, c'est non*» ou «*seul un 'oui' signifie oui*», car comme on le sait bien, dans de nombreux cas, un «non»

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Avril 2023 - Nr. 324 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

clair n'est pas si facile que ça à énoncer. Il suffit de penser aux viols au sein de la famille et du cercle d'amis proches. Ou en cas de sidération, ce que l'on appelle le *freezing* de la victime.

En mars 2022, la Commission européenne a proposé une nouvelle législation européenne pour lutter contre la violence envers les femmes, y compris sur Internet. Elle a également ouvert la voie à la mise en place d'un numéro d'urgence commun de l'UE (116 016) pour les femmes victimes de violence. À partir d'avril 2023, elles pourront appeler ce numéro partout dans l'UE pour obtenir conseils et soutien. Quinze États membres ont déjà déclaré qu'ils coupleraient leurs lignes d'assistance téléphonique pour les femmes victimes de violence avec ce numéro. Les États membres ont jusqu'à la fin avril 2023 pour réserver le numéro commun de l'UE afin d'y transférer leurs lignes d'assistance nationales.

Mais qu'est-ce que cela signifie réellement «faire passer ses lignes d'assistance nationales au numéro européen»? Dans de nombreux pays européens, de tels numéros d'urgence «nationaux» fonctionnent déjà, mais ils sont la plupart du temps complètement surchargés. Il faudrait beaucoup plus de personnes formées pour répondre aux appels et réagir en fonction de la situation. Une *hotline* européenne ne serait donc, à mon avis, qu'une possibilité supplémentaire. La question se pose toutefois de savoir comment faire pression pour y parvenir. Et qu'en est-il des victimes de violences sexuelles dans les pays non membres de l'UE, où peuvent-elles demander protection? Pensons aux femmes en Afghanistan, en Iran, en Irak, en Arabie saoudite, en Turquie...

Les femmes autour des zones de conflit

D'innombrables femmes (mais aussi de jeunes hommes et des enfants) sont violées au cours de leur fuite. Souvent, leurs corps servent de monnaie d'échange.

En temps de guerre, on le sait, le viol est utilisé comme une arme – contre les hommes, les femmes et les enfants. L'exemple de la guerre en Ukraine le montre une fois de plus très clairement. Depuis le début de la guerre, 156 victimes de violences sexuelles ont déjà engagé une procédure pénale dans le pays. Mais les victimes sont bien plus nombreuses, seule une petite partie des personnes concernées a le courage de parler, car la honte prédomine la plupart du temps. Et cette honte et le stress post-traumatique ne peuvent guère être surmontés seuls et peuvent avoir des conséquences néfastes tout au long de la vie.

Les femmes qui ont fui l'attaque russe sont toutefois aussi victimes d'abus sexuels dans nos pays en paix. Depuis l'attaque russe, des centaines de milliers d'Ukrainiennes ont été victimes de trafiquants d'êtres humains. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), environ 18 millions d'Ukrainiennes ont fui à l'étranger l'année dernière. La plupart étaient des femmes et des enfants, puisque les hommes en âge de se battre n'avaient pas le droit de partir. Dès le début de la guerre, la demande de pornographie et de services sexuels avec des Ukrainiennes a augmenté rapi-

dement dans les pays d'accueil. Selon l'OSCE, les recherches en ligne de sexe et de représentations d'abus avec des Ukrainiennes ont augmenté jusqu'à 600 pour cent!

La Suède, qui a recueilli des données à ce sujet, a constaté qu'au cours des premiers mois de la guerre, 30 hommes sur 38 recherchaient spécifiquement des femmes ukrainiennes en ligne. Les femmes sont attirées en ligne, abusées dans des logements privés ou interceptées à la frontière par des trafiquants d'êtres humains. Elles sont victimes d'exploitation sexuelle et d'exploitation par le travail. Les plus vulnérables et les plus démunies sont les plus touchées, par exemple les femmes enceintes. Le crime organisé est souvent impliqué. La traite des êtres humains, la traite des femmes est un commerce lucratif qui reste en grande partie impuni. Les femmes et les enfants qui ont fui n'ont guère de contacts sociaux dans le pays de destination et ont généralement peu d'argent. De plus, ils ne parlent pas la langue et sont souvent traumatisés – une situation toxique dès le départ. En outre, la technologie facilite les affaires des trafiquants d'êtres humains. De nombreuses victimes sont attirées sur internet. Dans les groupes Facebook et les chats Telegram, dans lesquels les personnes en fuite échangent, elles trouvent des offres d'emploi douteuses. Selon l'ONU et l'OSCE, les femmes sont particulièrement visées par les trafiquants d'êtres humains.

Même si l'OSCE, la Commission européenne et d'autres grandes institutions européennes ont pris différentes mesures et édicté des règlements ces dernières années, moins d'un pour cent des victimes de la traite humaine sont identifiées! Et les auteurs sont rarement poursuivis.

Structures patriarcales

En Allemagne, en Italie et en France, une femme est tuée environ tous les trois jours par son mari, son compagnon, son ex-compagnon, son frère ou son fils; en Suisse et en Autriche, c'est environ toutes les deux semaines. En Turquie, il s'agit de 9 femmes par semaine! Au total, ces dernières années, environ 3000 femmes sont tuées chaque année dans toute l'Europe en

raison de leur sexe. Selon les estimations des Nations unies, 137 féminicides sont perpétrés chaque jour dans le monde. L'une des raisons les plus fréquentes du meurtre des femmes est la possessivité d'un homme sur une femme et la perte de contrôle qui accompagne la séparation.

La violence ne commence pas nécessairement par les coups. Les menaces, les insultes, le harcèlement et le contrôle par le ou la partenaire sont également des formes de violence. Elle peut toucher des personnes de toutes les couches sociales et de tous les âges: à la maison, dans les lieux publics, au travail ou en ligne. En Allemagne, par exemple, une femme sur trois est victime de violence physique et/ou sexuelle au moins une fois dans sa vie, le plus souvent par son partenaire actuel ou par son ancien partenaire.

Les filles et les femmes handicapées subissent deux à trois fois plus de violences que la moyenne de la population. Ces statistiques sont effrayantes et révoltantes. Dans tous les pays, les femmes, et pas seulement elles, descendent dans la rue pour protester contre cette brutalité flagrante, pour lutter pour leur dignité et leur liberté. Dans de nombreux pays, des initiatives ont été prises ces dernières années en vue d'une quasi-égalité entre les hommes et les femmes. Pourtant, les structures hiérarchiques restent profondément ancrées dans notre société. La violence domestique envers les femmes, l'oppression sexiste sur le lieu de travail, les violences sexuelles psychologiques et physiques, les féminicides – tout cela ne peut être combattu efficacement que si nous démantelons et dissolvons les structures patriarcales en nous et autour de nous. Soyons courageuses, à l'instar des milliers de femmes qui ont manifesté à Istanbul – malgré l'interdiction – le 8 mars, Journée internationale de la femme, pour défendre leurs droits et lutter contre la violence.

«Nous ne nous taisons pas, nous n'avons pas peur, nous n'obéissons pas!»

Constanze Warta
Rédactrice Archipel

Sources : articles de presse les plus divers, récits personnels, reportages télévisés, etc...



Collage féministe, Paris

Le naufrage des droits civils

Le nouveau gouvernement italien d'extrême droite a inauguré l'année 2023 avec sa première loi, une loi qui ne répondait à aucune urgence du pays sinon à l'urgence politique de rassurer ses électeurs et électrices sur le fait que les politiques de fermeture et de haine envers les réfugiés, mises en avant lors de la campagne électorale, allaient voir le jour et être poursuivies de façon concrète.

Cette loi vise, comme on pouvait s'y attendre, les ONG de sauvetage car, selon Madame Meloni et son entourage, faire du secours en mer de façon systématique c'est MAL. C'est l'appel d'air qui pousse les désespérés à partir dans des conditions dangereuses, au lieu de se tenir tranquilles dans leurs camps tout confort, ou mieux, dans leur paisible pays d'origine.

Les cadavres des naufragés gisant sur la plage de Cutro, en Calabre, ne sont pas des effets collatéraux, ils sont au cœur d'une politique scélérate où la logique policière de «défense contre l'invasion» prévaut sur la logique du secours.

On ignore quels étaient les projets, les attentes des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes qui sont morts à une centaine de mètres des côtes italiennes en Calabre, le 26 février dernier, mais nous savons très bien d'où ils venaient et ce qu'ils fuyaient. Les mort-es et les survivant-es du naufrage arrivaient d'Afghanistan, d'Iran, du Pakistan et de Somalie. Des pays ravagés par les violences, les conflits, les régimes autoritaires. Il s'agissait de réfugiés qui avaient droit à l'asile, comme prévu par la convention de Genève de 1951, par le Droit européen et aussi par la Constitution italienne. Quelle est donc la signification du propos de Giorgia Meloni qui, le lendemain du naufrage, déclarait vouloir «empêcher les départs pour éviter de pareilles tragédies»? Depuis quand, Mme Meloni, les politiques de rejet et les refoulements sont-ils devenues des actes d'humanité?

«Ils ne devaient pas partir, c'était irresponsable» lui fait écho le ministre de l'Intérieur Piantedosi, coéquipier de Salvini lors de la

promulgation du décret sur la fermeture des ports italiens en 2019. Comme si cette tragédie était la faute de parents indignes, coupables d'avoir embarqué leurs enfants sur un radeau clandestin et précaire.

Le bateau coulé venait de Turquie, cette gare de triage, cet immense piège où des millions de personnes croupissent avec la bénédiction de l'Europe, car elles ne peuvent pas retourner dans leur propre pays mais ne peuvent pas non plus espérer y reconstruire leur vie. Depuis la Turquie, elles peuvent seulement aller de l'avant: soit par la route des Balkans, soit via la mer.

Si elles envisagent ces voyages, connaissant parfaitement les dangers, c'est qu'il n'y a plus rien à perdre. Arrêtons donc la rhétorique et la démagogie bon marché concernant le bien-fondé des politiques visant à empêcher les départs. On ne pourra jamais empêcher le départ des personnes ayant été enfermées, torturées, privées des libertés fondamentales, ni de tous ceux et celles qui risquent «simplement» de mourir de faim. Surtout, ça ne devrait pas être un objectif.

C'est un monde à l'envers où les victimes se transforment en coupables. Coupables de ne pas vouloir mourir, dans leur pays ou aux frontières externes de l'Europe: coupables les réfugiés, coupables les ONG, coupables tous ceux et celles qui, comme Mimmo Lucano et d'autres, ont essayé d'ouvrir d'autres voies à la solidarité.

Le texte de la nouvelle loi italienne qui devrait réglementer le secours en mer est un vide conceptuel qui cache un ton de menace pas trop voilée envers les ONG: c'est une offense à l'intelligence et à l'éthique mais aussi

une photographie fidèle du paysage politique italien actuel. Certes, la gauche en son temps n'avait pas fait mieux, bien au contraire, mais aujourd'hui l'Italie, avec Meloni et Salvini aux manettes, a vraiment atteint son niveau le plus bas de l'histoire.

Le naufrage de Cutro (en Calabre) est arrivé car les secours ne sont pas intervenus. Frontex avait pourtant signalé le bateau en difficulté. Il y a des responsabilités dans cette tragédie mais le Conseil des ministres s'est prononcé en disant que non, tout avait été fait selon les règles et le gouvernement n'avait pas à en assumer les responsabilités politiques et matérielles. Selon lui, tout le monde aurait agi pour le mieux dans ce désastre, les seuls coupables étant les passeurs et les trafiquants d'êtres humains sans scrupules, envers qui il faudra durcir les peines.

Le gouvernement, qui aurait pu éviter cette tragédie s'il avait adopté une stratégie visant à sauver des vies plutôt que des frontières, est blanc comme neige et dans cette candeur éblouissante, Matteo Salvini propose la remise à jour de ses «décrets sécurité» pour régler son compte à la migration irrégulière, tandis que Meloni se concentre sur la nécessité, encore plus en amont, de stopper les départs, en stricte collaboration avec les pays d'Afrique du Nord, plus particulièrement la Tunisie et l'Égypte. Si on pense aux accords avec la Libye, on a des frissons dans le dos.

La situation italienne est politiquement sombre, certes, mais elle est le miroir d'un contexte européen où le dernier voile de pudeur est définitivement tombé.

On ne parle plus de programmes de protection pour les réfugiés, ni de la réinstallation depuis les pays tiers. La protection humanitaire n'existe plus, les projets pour améliorer le système d'accueil n'ont plus de place dans les débats. Les seules questions qui intéressent et qui trouvent place au sein de l'UE sont celles de l'externalisation, du renforcement des frontières et l'utilisation d'instruments technologiques pour le faire, jusqu'à arriver, comme on l'a vu, à l'hypothèse de construction de véritables murs permanents. Exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire car, comme le dit Gianfranco Schiavone du CSI (Consortium de Solidarité Italien), «personne ne s'adresserait jamais à un trafiquant s'il pouvait demander protection à une frontière européenne».

Aujourd'hui, Giorgia Meloni peut fièrement compter sur un accord de base avec l'UE, récemment exprimé par Ursula Van der Leyen, la présidente de la commission européenne, qui épouse de plus en plus les positions de la leader d'extrême droite italienne. Elle a répondu à une missive de la présidente du conseil italien en disant, entre autres éloges et reconnaissances, que «la migration est un défi européen qui demande une solution européenne».

Combien de vies innocentes coûtera encore la recherche d'une solution dans les politiques d'exclusion qui incarnent le problème?

Barbara Vecchio
membre FCE-France



Février 2018, manifestant antiraciste: «stop fascisme-racisme arrêtez de jouer avec la vie des migrants»

Procès de Pinar Selek

Ces dernières semaines, des centaines de personnes et d'institutions en France, en Suisse et dans d'autres pays européens se sont mobilisées pour exprimer leur soutien à Pinar Selek de diverses manières. Le 31 mars 2023, une importante délégation internationale s'est rendue à Istanbul pour une nouvelle audience du procès de notre amie Pinar Selek.

Le 6 mars, le campus de l'Institut national supérieur de l'enseignement et de la formation de l'Université de Nice a changé de nom pour devenir le «Campus Pinar Selek». Cette décision a été précédée d'une campagne menée par les étudiant·es qui, pour soutenir leur professeur, ont réalisé des cartes postales de protestation et les ont envoyées à l'ambassade de Turquie.

Les «librairies solidaires» en France ont attiré l'attention sur la situation de Pinar Selek par un communiqué de presse commun. Elle-même a été reçue publiquement par le maire de Marseille le 10 mars, qui l'a assurée du soutien de la ville de Marseille et de sa participation à la délégation à Istanbul.

Une centaine de personnalités, hommes et femmes politiques, universitaires, avocat·es, militant·es et représentant·es d'organisations de défense des droits humains de toute l'Europe et de Suisse se sont rendu·es en Turquie pour soutenir la sociologue, écrivaine et militante turque exilée en France.

Venu·es de France, Suisse, Belgique, Allemagne, Italie et Norvège et mandat·es par plus de 20 collectifs de soutien locaux, associations, partis politiques, syndicats et organisations de défense des droits humains, iels participent à la délégation d'observation et de protestation.

Il s'agit d'une nouvelle audience du procès de Pinar Selek, ouvert il y a 25 ans en 1998, lorsqu'elle avait refusé de donner les noms des personnes qu'elle avait interviewées pour ses recherches sociologiques et avec lesquelles elle était entrée en contact.

Après deux ans et demi de détention, quatre acquittements et 25 ans de procédure, Pinar Selek a été informée le 6 janvier 2023 par la Cour d'assises d'Istanbul de la nouvelle décision de la Cour suprême: un mandat d'arrêt international a été lancé contre elle et une nouvelle audience devant la Cour criminelle d'Istanbul doit avoir lieu le 31 mars 2023. Il va de soi qu'elle n'assistera pas à cette audience; elle risquerait plus que sa vie en se rendant

dans son pays d'origine. Elle a cependant quelques excellents avocats qui s'occupent de son cas avec beaucoup d'engagement depuis 25 ans.

L'objectif de la délégation d'observateur/trices est de manifester la vigilance internationale et l'exigence de justice et de vérité pour Pinar Selek.

Les membres de la délégation, dont deux personnes du Forum Civique Européen, peuvent entendre directement ce que dit la Cour.* Depuis le début de ce procès, les expertises se sont succédées pour démontrer le caractère accidentel de l'explosion du marché aux épices et Pinar Selek a été systématiquement acquittée lors de toutes les audiences précédentes, lors de toutes les procédures judiciaires antérieures. La seule vérité est donc que Pinar Selek est innocente. Elle doit être définitivement acquittée.

Son combat pour la justice ne concerne pas seulement elle-même, mais aussi toutes les autres personnes qui luttent pour la liberté et la justice. Pour l'instant, nous espérons que la forte présence internationale impressionnera la justice turque, oh combien impartiale et indépendante, et que Pinar sera enfin définitivement acquittée.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel

* Au moment où nous clôturons la rédaction, nous n'avons malheureusement pas encore de nouvelles d'Istanbul. Voir aussi «Harcèlement judiciaire contre Pinar Selek», Archipel N° 322, février 2023.

Le 8 mars en Ukraine

Le 8 mars. Un jour qui symbolise la liberté, un jour qui donne envie de se battre, un jour où les voix des féministes peuvent être entendues par des millions de manifestant·es défilant sur le chemin de l'égalité. Mais le chemin des femmes ukrainiennes a changé du tout au tout le 24 février 2022. Le début de la guerre en Ukraine est devenu un tournant existentiel dans la vie de millions de personnes. Une réalité paisible et sûre a brûlé dans les flammes des roquettes russes, a été écrasée par des chars marqués «Z», a été tuée avec les civil·es de Boutcha...

Des milliers de femmes ont décidé de résister à l'agression venue de l'Est. Elles ont rejoint les forces armées de l'Ukraine pour défendre leur foyer, leur famille, leurs ami·es, celles qu'elles aiment, la liberté et l'indépendance du peuple. Notre initiative soutient huit femmes ou combattant·es non-binaires qui, il y a 2 ans, défilaient pour l'égalité en Ukraine et dans le monde, et qui aujourd'hui défendent l'Ukraine au prix d'efforts incroyables.

Chacun·e d'entre elleux est un·e héroïne, chacun·e a une histoire incroyable, on se demande parfois combien de courage, de force, d'inspiration il y a dans une seule personne, chacun·e d'entre elleux a sacrifié quelque chose, chacun·e d'entre elleux a perdu quelqu'un·e.

Ici, nous avons recueilli la parole de certain·es de nos camarades:

Lev

Nous, les femmes en ce jour devons croire dans nos cœurs que nous ne marchons pas en tant qu'individus mais toutes ensemble dans une lutte que toutes les femmes et les personnes LGBTQI+ soutiennent partout dans le monde, dans chaque pays, chaque maison, chaque rue et chaque tranchée. La même oppression sous toutes ses formes: de la violence verbale, de la violence physique qui tentent de nous priver de notre dignité ou de nous rendre faibles. Mais nous ne sommes pas faibles! Nous sommes fort·es! Tout au long de l'histoire, les femmes ont prouvé, au prix de leur vie, qu'elles ne seront pas oubliées et que leurs vies ne seront pas réduites au silence ou ignorées.

En ce jour, nous nous souvenons de toutes celles qui nous ont précédé·es, qui se sont battu·es et sont mort·es pour que nos voix

soient entendues. Et qui continuent à le faire dans les batailles dans les champs de tournesols gelés de l'Ukraine ou dans la chaleur torride et la roche dure du Kurdistan.

Leurs mémoires et celles de tant d'autres servent d'exemple pour nous toutes! Les courageux/ses tombé·es au combat! Leurs vies continueront toujours à avoir un sens parce que nous, les vivant·es, refusons de les oublier!

Parce que les femmes ne plient pas et ne cèdent pas face à la cruauté de ce monde! Nous allons de l'avant ensemble! Nous crions ensemble! Nous aimons et nous rageons ensemble! Alors en ce jour, faisons en sorte de marcher ensemble.

Avec l'amour et la rage d'une femme, médecin de combat en Ukraine.

Swallow

Journée de lutte... Depuis plus d'un an en Ukraine, chaque jour est une lutte. Un jour de lutte contre l'ennemi et l'occupant, la peur et le désespoir au ventre, un jour de lutte pour l'espoir. Pour moi, le 8 mars a perdu un peu de sa signification. Toute lutte est avant tout celle d'un peuple. J'écris ce texte et j'imagine si la commémoration du 8 mars était organisée aujourd'hui. Par qui? Pour qui? Une rue vide, des maisons détruites, le vent, le son des sirènes, des tirs de roquettes. 24 février 2022. La plupart sont parti·es, le reste se bat ou se porte volontaire. Et chacune porte sa propre histoire traumatique. La

guerre est effrayante... la guerre n'est pas romantique, c'est la mort, c'est le destin ruiné de millions de personnes, la guerre c'est le syndrome de stress post-traumatique, c'est quelque chose qui laissera une empreinte pour la vie, et beaucoup n'y survivront pas. Je demande ici une minute de silence à la mémoire des camarades tombés au combat.

Celleux qui sont en guerre maintenant ont besoin de soutien beaucoup plus qu'ils ne le disent. Même plus qu'ils ne le disent dans les médias ou ailleurs. Ils ont besoin d'armes, ils ont besoin d'équipements, de drones, d'ailerons, de caméras thermiques, de médicaments et bien plus encore. Je vous invite à évaluer honnêtement et gravement la réalité, nous n'avons pas encore parcouru tout le chemin, qui semble long et sacrément épineux. Je vous demande de soutenir les femmes en guerre en Ukraine (bien sûr, pas seulement les femmes, mais comme nous parlons du 8 mars...), qui ont pris les armes et combattent l'invasisseur, de les soutenir autant que possible. Parce que c'est follement effrayant et difficile, et tout ne peut être surmonté qu'en combinant les efforts, ensemble et sans perdre courage. Et les vacances reviendront après la victoire. C'est promis.

Tsen', médecin bélarusse

Ce jour a pris de l'importance pour moi l'année dernière. Il se trouve que par hasard, je suis arrivé·e pour combattre en Ukraine le 8 mars.

Je ne l'avais pas prévu. Tout était trop chaotique, tout était trop incertain et le monde semblait être devenu trop fou pour pouvoir donner un sens particulier à n'importe quelle journée. Mais j'aime bien le symbolisme de cette date. Et c'est facile de compter les jours que j'ai déjà passés ici.

La guerre est une chose très étrange. Les pires choses s'y produisent, tout comme les meilleures. Ou, peut-être, je devrais dire qu'on y trouve les meilleures personnes et les pires personnes. Beaucoup des meilleures personnes ici sont des femmes. Des femmes fortes, qui méritent toute l'admiration, mais qui sont généralement très humbles et simples. Très souvent, elles sont beaucoup plus courageuses que les hommes.

Peut-être parce que les femmes ne viennent pas ici pour tuer, mais pour se battre pour sauver des vies. C'est la principale raison pour laquelle il y a tant de femmes médecins. J'en suis une. Ça ne veut pas dire qu'elles se cachent et ne prennent pas de risques. Ces médecins se rendent là où quelqu'un a déjà été blessé ou tué. Elles viennent pour les autres en s'oubliant elles-mêmes. J'ai travaillé avec de nombreuses femmes médecins. Elles n'ont pas peur de se faire tuer. Elles ont seulement peur de faire une erreur et de ne pas être assez professionnelles pour sauver les autres. Elles ont peur d'arriver trop tard.

Nous sommes souvent attaqués. Nous sommes souvent tués. Hier encore, j'ai perdu une autre amie et camarade. C'était une toute jeune fille, elle riait beaucoup, elle aimait la vie, elle était belle et brillante dans tous les sens du terme. Et elle a été tuée en essayant d'évacuer des blessés. Il y a beaucoup d'autres personnes que nous avons perdues en chemin. J'espère que lorsque nous rentrerons toutes chez nous, lorsque la guerre sera terminée, l'histoire ne glorifiera

pas ceux qui tuent. J'espère que nous nous souviendrons de l'héroïsme de ceux qui sauvent. J'espère que l'on se souviendra de toutes les femmes qui ont tant sacrifié pour mettre fin à cette guerre. Volontaires, médecins, combattantes...

Et aujourd'hui, le 8 mars, j'espère que vous vous souviendrez des femmes les plus fortes qui luttent en ce moment même ici avec moi. (...)

Zemlynika

Un an de guerre totale. Bien que cela fasse 9 ans que tout a commencé avec le massacre de Maïdan et la fuite de notre ancien président Ianoukovitch, un sympathisant de la Russie.

Bien sûr, j'ai ressenti l'anxiété grandir en moi et dans notre société ces jours-là (et c'est toujours le cas). Les Russes sont connus pour être obsédés par les dates, donc nous nous attendions à une escalade de la terreur, exactement un an après leur invasion à grande échelle. Aussi, nos esprits et nos corps sont en détresse à cause de ce traumatisme répété.

Pour préserver ma santé mentale en ces temps difficiles, j'ai essayé de me concentrer sur le fait que la plupart de mes proches ont survécu cette année. De plus, je me sens maintenant beaucoup plus puissant·e qu'en 2022, parce que je fais partie de la résistance organisée et équipée des forces armées de l'Ukraine.

Donc... Je sais que ce n'est pas la fin, loin de là, et c'est certainement frustrant, car j'espérais que cette merde resterait dans les livres d'histoire et ne se reproduirait plus jamais. Et que quand ce genre de chose arrive, il faudrait l'arrêter immédiatement. Mais la géopolitique ne fonctionne pas comme ça.

Donc je dois seulement continuer à résister et essayer d'être non pas dure au mal, mais résiliente. Heureusement, en tant que militant·e des droits humains, ça me connaît.

En plus, grâce à mon expérience personnelle et au soutien de mes adresses fem/lgbtqi+, je ne me sens jamais seule et j'obtiens les meilleures fournitures militaires et des petits souvenirs qui font chaud au cœur.

Et en plus, je suis heureuse que la résistance de l'Ukraine contre l'«État russe» terroriste reçoive encore beaucoup d'attention dans le monde entier et que nos réfugiés soient bien pris en charge. Merci de soutenir l'Ukraine dans notre combat anti-impérialiste!

Kira

J'ai vécu en Allemagne pendant plus de cinq ans. Ces dernières années, j'ai beaucoup appris sur les opinions de la société allemande au sujet de l'histoire de l'Europe de l'Est. Et je n'ai pas aimé ce que j'ai appris. Mais j'ai aimé le fait que des personnes d'origine est-européenne se battent pour que ces opinions changent. Je suis fier·e de vous.

Mes camarades et ami·es allemand·es proches étaient très inquiet·es pour ma vie lorsqu'ils ont appris que j'allais servir le peuple ukrainien, et comme par hasard ils ne se souvenaient plus des slogans sur la lutte et la liberté que nous avions criés ensemble lors de diverses manifestations.

Ils ont essayé de me convaincre que ma décision n'était pas la bonne et que rester en vie était plus important. Je voulais qu'ils commencent à faire des dons pour répondre

aux besoins de l'armée ukrainienne, pour signifier leur solidarité, un mot que l'on aime tant utiliser en Europe occidentale. En Allemagne, des manifestations de grande ampleur ont toujours lieu, dans lesquelles on appelle non pas à donner des armes à l'Ukraine, mais à s'asseoir à la table des négociations avec la Russie. Seriez-vous prêt à vous asseoir à la table des négociations avec un violeur qui plaide non coupable? Pourriez-vous regarder dans les yeux des femmes, des filles et des enfants ukrainien·nes violés et leur dire de s'asseoir à la table des négociations et qu'eux et leurs sœurs n'ont pas besoin d'armes pour se défendre et défendre ceux qui les entourent?

L'Ukraine est une victime qui se défend. Aidez-la comme elle le demande.

Solidarity Collectives*

* Réseau de collectifs et de personnes en Ukraine organisé sur des bases anti-autoritaires. Radio Zinzine leur a consacré plusieurs émissions:
- 8 mars en Ukraine, une mise en son de ce texte <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7996>>;
- Nouvelles d'Ukraine avec Yuri de Solidarity Collectives <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7291>>;
- La guerre en Ukraine, une guerre culturelle? <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7055>>;
- Ukraine - Opération Solidarité <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=6976>>.



Pavla Nikita, BENTEHA, 3D model, 2022.

Où est Lützerath maintenant ?

À propos d'un lieu qui n'existe plus, mais qui continue à vivre et à agiter le mouvement climatique. «*Que Lützerath continue !*» – tel était le slogan qui, ces deux dernières années, est devenu un point de cristallisation du mouvement pour la justice climatique.

Mais Lützerath n'existe plus. Les images de policiers faisant usage de la force contre des activistes, emportant Greta Thunberg du bord de la démolition de la mine à ciel ouvert Garzweiler II et protégeant les excavateurs à charbon du groupe énergétique RWE ont fait le tour du monde. Lorsque le dernier bastion de la défense – un tunnel sous la petite localité dans lequel les deux activistes Pinky et Brain s'étaient retranchés – est tombé, la boule de démolition a scellé le sort que les politicien·nes vert·es Robert Habeck et Mona Neubaur avaient déjà négocié en octobre avec RWE¹: Lützerath doit disparaître pour que le lignite puisse être extrait du sol sur lequel elle est bâtie.

On a ensuite évoqué la chute libre du mouvement climatique. Paralysé, divisé, sans succès et sans orientation, il tomberait après Lützerath sur le sol boueux de la réalité. Lützerath n'aurait eu aucune importance en termes de politique réelle, et encore moins en termes de politique climatique.

Mais si l'on parle avec des membres du mouvement climatique tels que les militant·es de *Fridays For Future*², *Ende Gelände*³, la Dernière Génération⁴, *Scientists for Future*⁵ et l'initiative *Alle Dörfer Bleiben*⁶, la démolition du village n'est pas une défaite, mais un moment de renaissance. Le meilleur exemple de ce moment de revitalisation a été donné par les quelques 35.000 personnes venues de toute l'Allemagne pour manifester dans le bassin houiller de la Rhénanie, afin de donner un signal en faveur de la protection du climat.

L'équipe médias de *Ende Gelände* commente ainsi cette solidarité au sein du mouvement ainsi que le soutien de personnes issues de différents milieux sociaux: «*Nous étions vraiment nombreux. Nous étions surtout nombreux à désobéir civilement, à traverser les barrages policiers, de manière organisée ou non, et à repousser la police jusqu'à sa forteresse militaire autour de Lützerath. Les gens étaient en colère et déterminés, et nous avons constaté qu'ensemble, nous avons une force incroyable*».

Une nouvelle solidarité

Et cette force continue de rayonner: Zoe Ruge et Sumejja Dizdarević, porte-parole de *La Dernière Génération* et de *Fridays for Future*, parlent d'innombrables nouveaux et nouvelles militant·es qui se sont joints à leurs groupes depuis l'évacuation. Le mouvement climatique ne s'est pas seulement agrandi grâce à Lützerath, il a aussi réappris la solidarité: «*Avant l'évacuation, il y avait une relation distante avec La Dernière Génération de la part d'autres groupes au sein du mouvement, mais elle s'est détendue grâce à sa collaboration avec l'alliance Lützerath: lorsque les unités de police étaient sur le point d'évacuer Ende Gelände avec une*

pelleteuse, ce sont les activistes de la Dernière Génération qui les ont bloquées en se positionnant sur la route d'accès», raconte Christopher Laumanns, cofondateur de l'alliance *Alle Dörfer Bleiben*, qui regroupe des personnes concernées par tous les bassins de lignite allemands.

Lützerath a servi de lieu où les militant·es des différents groupes ont appris à se connaître personnellement, où les réserves ont été levées et où l'on s'est rendu compte que des tactiques différentes n'étaient pas forcément contradictoires, mais pouvaient se compléter. Et c'est ainsi que Lützerath continue à vivre – non pas en tant que lieu, mais en tant qu'enseignement. Ce changement de narration, de la préservation d'un village réel à la pérennité d'une habilitation collective, s'est déjà produit depuis quelques mois dans le mouvement climatique: «*Lützi vit*» a remplacé «*Lützi continue*».

Le fait que Lützerath continue à vivre ne va cependant pas de soi: il s'agit de développer la force nouvellement acquise et les expériences de solidarité initiales. Mais avec la destruction d'un lieu réel de rassemblement, de mise en réseau et d'échange, cet élan pourrait être rapidement perdu. Car Lützerath était, pour reprendre les termes du sociologue Erik Olin Wright, une utopie réelle: un lieu qui rompait avec la réalité capitaliste et permettait aux gens de pratiquer des formes de société alternatives.

«*La cohabitation à Lützerath était axée sur le fait de ne prendre que ce dont on a besoin et de donner au groupe ce que l'on peut*», explique Dizdarević en décrivant son expérience. Pour elle, il ne s'agissait «*pas seulement d'abolir la propriété privée, mais de prendre soin de soi et de ses semblables sans l'influence des contraintes extérieures auxquelles nous sommes soumis·es dans le capitalisme*». Parallèlement, Lützerath n'a pu devenir un bastion anticapitaliste que parce que le village est devenu un lieu pertinent dans la perspective de la justice climatique et de la politique industrielle. Ici, il était question d'exploitation du charbon et de protection du climat, d'expropriation et de justice sociale. Et c'est ici que s'est écrite l'histoire la plus récente du mouvement climatique allemand: il y a douze ans, le groupe *ausco2hlt*⁷ posait la première pierre avec les premiers camps climatiques en Rhénanie, *Ende Gelände* lançait ici en 2015 la première action de désobéissance civile, rapporte Laumanns. Non loin de la forêt de Hambach, le village est devenu, après la victoire du mouvement qui a assuré la préservation de la forêt, le prochain point de cristallisation de la lutte contre les intérêts des multinationales de l'énergie fossile.

Une décennie d'organisation, de justice climatique et de protection des riverains s'est combinée de manière unique à Lützerath.

Trouver un nouveau lieu avec la même force de rayonnement pourrait s'avérer difficile. Mais le mouvement climatique ne semble pas en chercher: «*A Lützerath, il s'agissait de s'attaquer à l'exploitation à ciel ouvert du lignite et en particulier à Garzweiler II. Nous continuerons jusqu'à ce que la dernière pelleteuse de charbon soit stoppée*», dit-on par exemple chez *Ende Gelände*. Selon Laumanns, d'autres expropriations de propriétaires fonciers et le démantèlement de sept éoliennes sont également prévus afin de pouvoir extraire le charbon sous Lützerath. «*Les Verts ont cependant promis qu'il n'y aurait pas d'autres expropriations et se sont engagés ailleurs pour le développement des énergies renouvelables – il s'agit maintenant de leur faire respecter leurs engagements*», déclare le militant de *Alle Dörfer Bleiben*.

Les *Fridays* souhaitent que le gouvernement présente des plans sur les mesures qui seront prises pour respecter l'objectif de 1,5 degré si le charbon sous Lützerath devait être extrait et brûlé. Et iels demandent un moratoire sur le lignite, qui devrait intervenir avant la sortie du charbon en 2030. Les énergies renouvelables doivent être développées le plus rapidement possible afin de garantir la sécurité énergétique tant prônée – ce sont les deux thèmes principaux que les *Fridays* ont récemment portés à l'attention de la ministre de l'Économie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Mme Neubaur, lors d'un entretien personnel, explique Sumejja Dizdarević.

Le vernis vert a disparu

Mais c'est là qu'apparaît clairement le deuxième défi auquel le mouvement climatique doit faire face après Lützerath: la représentation démocratique. D'une part, tous les groupes font état du succès d'avoir «*démasqué*» les Verts à Lützerath (Zoe Ruge, *Letzte Generation*), d'avoir «*discrédité la politique climatique allemande pour le public national et international*» (Christopher Laumanns, *Alle Dörfer Bleiben*), d'avoir rendu visible à toutes «*le visage néolibéral des Verts*» (Sumejja Dizdarević, *Fridays for Future*) ou d'avoir «*gratté le vernis vert de Habeck et compagnie*» (*Ende Gelände-Presseteam*).

1. Géant européen du charbon à qui appartient la mine de charbon de Garzweiler, trou gigantesque de 200 mètres de profondeur et 48km2 qui doit s'étendre là où était Lützerath.

2. Mouvement dirigé et organisé par des jeunes qui a débuté en août 2018, après que Greta Thunberg, 15 ans, et d'autres jeunes activistes avaient fait un sit-in devant le parlement suédois tous les jours d'école pendant trois semaines, pour protester contre l'absence d'action face à la crise climatique.

3. Large regroupement de personnes issues des mouvements anti-nucléaire et anti-charbon.

4. Alliance d'activistes de la mouvance écologiste allemande et autrichienne dont l'objectif déclaré est d'utiliser la désobéissance civile pour forcer les gouvernements fédéraux allemand et autrichien à prendre des mesures contre le réchauffement climatique.

5. Collectif indépendant, non partisan et bénévole de scientifiques, de chercheurs et d'universitaires de différentes disciplines, unis par une profonde préoccupation pour notre avenir commun et soutenant le mouvement climatique mondial.

6. Alliance à l'échelle de l'Allemagne, dans laquelle les personnes concernées de tous les bassins de lignite, le mouvement pour la justice climatique ainsi que des citoyen·nes solidaires luttent ensemble contre les déplacements forcés et la destruction du climat.

7. Ce groupe fait partie du mouvement pour la justice climatique et s'engage pour la sortie immédiate du charbon. Ses activités se concentrent sur le bassin houiller rhénan.

Parallèlement, tous les groupes se considèrent comme des acteurs démocratiques – la plupart adressent leurs revendications directement aux gouvernants et veulent les mettre face à leurs responsabilités. Sans un parti qui reprend les revendications du mouvement et les transforme en textes de loi, le mouvement peut certes se développer dans la rue, mais n'obtiendra que peu de succès au niveau politique.

Selon le ténor du mouvement, Lützerath a montré aux derniers partisans des Verts que le parti de protection du climat, qui se dit «proche du mouvement», ne remplira pas ce rôle: «Les Verts sont un parti néolibéral qui soutient la politique fossile en matière de localisation et d'énergie», résume Ende Gelände. Mais Pao-Yu Oei rapporte que le parti de gauche *Die Linke* a jusqu'à présent également agi comme un frein dans les négociations sur l'abandon du charbon lorsqu'il était responsable du gouvernement au niveau régional, comme par exemple dans le Brandebourg. Il est l'initiateur de la lettre ouverte «Un moratoire pour l'évacuation de Lützerath» de *Scientists for Future*. «On ne cesse d'opposer la protection du climat aux intérêts des travailleurs, au lieu de souligner qu'un tournant énergétique socialement équitable peut sauver des emplois et des bases de vie écologiques», explique Oei.

Malgré cela, Laumanns est certain que «Lützerath a contribué à élargir la place à gauche des Verts». Il s'agit maintenant d'occuper cette place pour que l'expérience de la violence et la colère que les bourgeois de Lützerath ont également emportées avec eux ne se transforment pas en frustration et en morosité politique. Les résultats de la réélection à la Chambre des députés de Berlin montrent toutefois à quel point il est difficile de combler ce vide politique: la liste climatique n'a même pas réussi à obtenir un pour cent d'approbation de la part des participant·es aux élections. Aucune trace d'un «effet Lützerath».

Pour combler le vide représentatif, il faut également lutter contre le *framing* croissant des activistes comme étant prêts à la violence: Selon Zoe Ruge, il ne faut pas sous-estimer le fait que le discours selon lequel les activistes climatiques doivent être comparé·es à des terroristes a pénétré jusqu'au cœur de la société. La raison n'en est pas seulement la «défaillance des médias» (Laumanns). Selon le philosophe Robin Celikates dans les «Blätter» (2/23), une forme de «légalisme autoritaire» (Jürgen Habermas) a également favorisé le discours sur la violence: l'interprétation unilatérale du gouvernement fédéral selon laquelle Lützerath doit être démolie pour protéger le droit de propriété de RWE.

Oei voit dans cette présentation dépolitisante du droit un repli face à la science climatique: le gouvernement fédéral a fait référence à tout dans sa justification de l'accord avec RWE: les arguments de protection du climat, les inquiétudes concernant la pénurie d'énergie suite à la guerre d'agression russe et la situation juridique. «Plus les études publiées prouvant que le charbon sous Lützerath ne peut ou ne doit pas être extrait étaient nombreuses, que ce soit pour respecter l'accord de Paris sur le climat ou pour l'approvisionnement en énergie, plus les gouvernants

se réfugiaient derrière le droit». Mais le droit est aussi une question politique qui doit être façonnée socialement et adaptée aux conflits de son époque – et qui doit toujours être mise en balance avec d'autres droits.

Le mouvement climatique discutera de la manière d'occuper le vide dans le système politique et de ce qui peut être fait contre le cadrage de l'activisme violent lors d'une réunion stratégique commune au printemps. Et ce sujet sera débattu lors de blocages de routes, de manifestations et d'autres actions

HAUT-PARLEUR

Une farce cynique

Des organisations et militant·es de défense des droits humains demandent la libération de Maksym Butkevych¹, un prisonnier de guerre ukrainien illégalement condamné par les occupants russes.

Le 10 mars 2023, le Comité d'enquêtes de la Fédération de Russie a annoncé la condamnation du défenseur des droits humains et soldat ukrainien Maksym Butkevych, capturé par les Russes l'été dernier lors des combats dans la région de Louhansk, à 13 ans de prison pour des faits entièrement fabriqués. Avec lui, deux autres prisonniers ukrainiens ont également été condamnés – Viktor Pokhozey et Vladyslav Shel – respectivement à 8,5 et 18,5 ans.

Maksym Butkevych est un défenseur des droits humains et journaliste ukrainien, cofondateur du projet *Bez Kordoniv* (sans frontières), dont l'objectif est d'aider les demandeur·euses d'asile et les immigré·es en Ukraine et à lutter contre les discours de haine. Il est également cofondateur du Centre des droits humains *Zmina*, de la radio publique *Hromadske*, et a travaillé comme journaliste pour un certain nombre de médias ukrainiens et internationaux. Il a rejoint les rangs des Forces armées ukrainiennes en mars 2022 et a été capturé en juin dans les districts temporairement occupés de Zoloty et Girsky (région de Louhansk).

Selon le Comité d'enquête de la Fédération de Russie, la soi-disant «Cour suprême de la RPL» (République populaire de Louhansk) a déclaré Maksym Butkevych coupable de traitement brutal présumé de la population civile, d'usage de méthodes interdites dans un conflit armé, de tentative de meurtre au moyen d'une menace générale, ainsi que de dommages intentionnels à la propriété d'autrui: il aurait tiré le 4 juin 2022 un lance-grenades à l'entrée d'un immeuble résidentiel à Severodonetsk, dans la région de Louhansk. Aucune preuve n'est actuellement apportée dans cette affaire clairement fabriquée, hormis une «confession» du captif, mise en scène et filmée. Par ailleurs, selon nos informations, l'unité *Berlingo*, à laquelle appartient Maksym Butkevych, n'a pas été déployée ni n'a participé aux hostilités sur le territoire de Severodonetsk.

Il faut noter qu'avant aujourd'hui, aucune information n'avait été donnée sur les accusations portées contre le prisonnier de guerre Maksym Butkevych, ce qui n'a pas permis d'engager un avocat

de désobéissance civile dans le bassin minier rhénan. Et peut-être aussi dans un lieu central qui ressemble à une nouvelle utopie réelle, un nouveau Lützi.

Tatjana Söding
21 février 2023*

* Tatjana Söding mène des recherches avec le *Zetkin Collective* sur les liens entre écofascisme et capitalisme et est active dans le mouvement pour la justice climatique. Elle écrit entre autres pour le *TAZ*, *ak - analyse und kritik* et la *Berliner Gazette*.

ni d'avoir accès à un procès équitable.

La Russie s'opposant à l'admission d'observateur·trices indépendant·es dans les lieux de détention qu'elle a créés dans les territoires occupés, aucun contrôle effectif de ses conditions de détention ni précisions sur la manière dont il était traité n'ont pu être obtenus, notamment par les organisations internationales.

Dans le même temps, un certain nombre de médias de propagande russes ont publié des informations manifestement fausses sur Maksym Butkevych, attribuant au défenseur des droits humains des déclarations qu'il n'a jamais faites et des opinions opposées à celles qu'il a affirmées.

Tout ceci témoigne de la fabrication délibérée de l'affaire par les Russes, probablement pour donner aux forces de l'armée ukrainienne l'image de criminels de guerre.

Nous condamnons le recours par la Russie à l'utilisation des prisonniers de guerre à des fins de propagande, nous exigeons qu'il soit mis fin aux poursuites illégales contre Maksym Butkevych et qu'il puisse être échangé, ainsi que d'autres prisonniers de guerre ukrainiens.

Nous exigeons que la Fédération de Russie autorise des observateurs internationaux à rendre visite aux prisonniers de guerre et aux otages civil·es pour surveiller les conditions de leur détention et prévenir leurs mauvais traitements et autres violations de leurs droits.

Nous appelons le président de l'Ukraine, le ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine, le commissaire aux droits humains de la Verkhovna Rada de l'Ukraine à continuer d'exercer des pressions sur la Fédération de Russie pour la libération immédiate de tous les citoyen·nes illégalement emprisonné·es par le régime d'occupation sous phrases fabriquées.

Nous appelons la communauté internationale à accroître la pression des sanctions contre la Russie pour sa violation du droit international humanitaire et du droit des droits humains.²

1. Voir Archipel n°317, septembre 2022 : Liberté pour Maksym Butkevych.

2. Une pétition peut être téléchargée et signée à l'adresse suivante: <www.forumcivique.org>. Responsable de la campagne: Sasha Feinberg, [nazarova\(at\)noborders.org](mailto:nazarova(at)noborders.org), ua, +380972386386 signal.